

2011. - (Corresp.)

rien à de nouveaux emprunts

Débat sur la relance en Italie

Rome

Correspondant

Silvio Berlusconi a salué le retour de la croissance économique en Italie (+ 0,6% au troisième trimestre 2009) avec un tel élan qu'il contredit l'optimisme dont il faisait preuve quand il minimisait l'ampleur de la crise. « *L'Italie, a déclaré le président du conseil, a réalisé des progrès incroyables, entraînant la plupart des pays d'Europe vers le redémarrage de l'économie.* » L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) table, pour 2010, sur une croissance de 1,1%, comparable au rythme enregistré par l'économie italienne depuis les années 2000.

Mais, à voir la figure de Droopy maussade du ministre de l'économie italienne, Giulio Tremonti, on

« Pour l'instant, il ne s'agit que des signaux de reprise »

Fabio Pammolli
économiste

peut se demander si, pour lui, les bonnes nouvelles ne sont pas plus difficiles à gérer que les mauvaises. De tous côtés, on le presse de prendre des initiatives pour soutenir la reprise. La Confindustria, le patronat italien, souhaite, à l'exemple de la France et de l'Allemagne, une baisse de la taxe professionnelle (IRAP) et un allègement de l'impôt sur le revenu (Irpéf). Les syndicats et les partis de gauche attendent une « *politique de relance* » pour sauver les emplois.

La majorité, elle aussi, s'impatiente. Des ministres, comme celui de la fonction publique, Renato Brunetta, accusent M. Tremonti de « *bloquer les projets de manière aveugle, sourde et conservatrice* ». Parmi eux, le plan pour le développement du Sud, l'économie verte, les énergies alternatives et l'accès à Internet via les réseaux à large bande. La presse italienne a calculé que ces demandes atteignent

17 milliards d'euros. « *Nous ne pouvons pas dépenser plus que nous avons* », a expliqué le ministre des finances, fustigeant « *les guérisseurs et les Docteur Folamour* » de l'économie italienne.

Dans ces conditions, doit-on croire à la reprise italienne ? « *Pour l'instant, il ne s'agit que des signaux de reprises, tempère Fabio Pammolli, directeur du centre d'études économiques (CERM). Mais la demande extérieure reste faible et pénalise l'exportation. Une partie de la croissance de la productivité est due à la reconstitution des stocks et il faudra attendre les chiffres du chômage pour connaître le véritable impact de la crise dans les PME.* » Gianluca Spina, économiste à l'Institut polytechnique de Milan, acquiesce : « *Nos déficits nous empêchent de stimuler la consommation intérieure, nous dépendons complètement de la reprise ou non des exportations.* »

La loi de finances pour 2010, en discussion, traduit la prudence des analystes et tient compte des pressions sur le ministre de l'économie. M. Tremonti voulait n'y consacrer que 4 milliards d'euros – le pactole que devrait générer la loi d'amnistie fiscale. Il a doublé la mise pour éteindre les critiques. Mais elle ne prévoit pas de réduction d'impôts. A la place : des investissements pour la recherche, la construction de prisons et les « *amortisseurs sociaux* ».

Le déficit, qui devrait atteindre 5,3% du PIB en 2009, et l'endettement, qui se situera autour de 115% du PIB, limitent en effet la marge de manœuvre. « *Les intérêts coûtent 85 milliards d'euros par an à l'Etat. C'est comme rouler avec un frein à main* », déplore-t-on dans l'entourage de M. Berlusconi. La chute des exportations de plus de 20%, cumulée à celle de la production industrielle et de la consommation, menace désormais l'emploi, alors que le chômage, traditionnellement bas, devrait atteindre 8,4% de la population active en 2009 (contre 6,7% en 2008). ■

Philippe Ridet

